

Brochure n° 3280

Conventions collectives nationales
et accords nationaux
INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CEMENTS
IDCC : 832. – **Ouvriers**
IDCC : 833. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**
IDCC : 363. – **Cadres**

ACCORD PROFESSIONNEL DU 5 JUIN 2018
RELATIF AU REGROUPEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES
DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CEMENTS
NOR : ASET1950707M
IDCC : 832, 833, 363

Entre :
SFIC,
D'une part, et
CGT FNSCBA ;
FG FO construction,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par la conclusion le 12 avril 2018 de l'accord de méthode sur la restructuration des conventions collectives nationales de l'industrie cimentière, les parties signataires ont manifesté leur volonté de s'inscrire dans une démarche de rationalisation du paysage conventionnel de l'industrie cimentière par l'élaboration d'une convention collective nationale unique pour la branche de l'Industrie de la Fabrication des ciments.

L'élaboration de cette nouvelle convention collective est ordonnancée par un travail de réécriture à droit constant des textes conventionnels en vigueur dans l'industrie de la fabrication des ciments, à savoir : les conventions collectives nationales de l'industrie de la fabrication des ciments du personnel ouvrier du 2 février 1976, du personnel ETDAM du 2 février 1976 et du personnel ingénieurs et cadres du 3 juillet 1963, ainsi que les accords nationaux qui y sont rattachés.

Cette démarche a pour objectif, non seulement de répondre à l'intérêt général attaché à la restructuration des branches professionnelles, mais avant tout de permettre aux entreprises et aux salariés de l'industrie cimentière de continuer à disposer d'une couverture conventionnelle propre via des

dispositions lisibles et conformes à la législation et à la réglementation en vigueur. Une méthode et un calendrier de travail ont ainsi été définis par l'accord précité.

Les parties signataires entendent, par le présent accord, marquer une étape supplémentaire dans leurs négociations en vue de l'élaboration de la convention collective nationale de la branche de l'industrie de la fabrication des ciments.

Ainsi, le présent accord a pour objet de définir et actualiser le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, dans l'objectif de fusion des conventions collectives précitées actuellement en vigueur, et de mise en conformité dudit champ à la législation.

Le présent texte constituant un accord d'étape. Les parties signataires entendent poursuivre leurs discussions sur les mesures relatives aux conditions de travail des salariés fixées au niveau de la branche, l'ensemble de ces mesures ayant vocation à constituer la convention collective nationale unifiée de l'industrie de la fabrication des ciments.

Article 1^{er}

Encadrement de la fusion conventionnelle

Article 1.1

Période de transition liée à la fusion conventionnelle

La future convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments a pour objectif de définir les relations entre les employeurs et les salariés à la suite de la fusion des conventions collectives nationales catégorielles de l'industrie de la fabrication des ciments visées ci-après (avenants, annexes et accords rattachés inclus).

Par le présent accord d'étape, les parties signataires conviennent donc de la fusion du champ d'application desdites conventions collectives (avenants, annexes et accords rattachés inclus).

Par ailleurs, comme indiqué dans l'accord de méthode du 12 avril 2018, les dispositions de la convention collective révisée se substitueront au dispositif conventionnel précité à la date d'entrée en vigueur de celle-ci. Ainsi durant la période de transition déterminée par la durée du présent accord, et en tout état de cause jusqu'à la date d'effet de la nouvelle convention collective, les dispositions des conventions collectives précitées (annexes, avenants et accords rattachés inclus), demeurent opposables à l'ensemble des entreprises et salariés compris dans le champ d'application décrit ci-après.

En ce sens, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-33 du code du travail, les différences de traitement qui régissent effectivement des situations équivalentes entre salariés situés dans le champ d'application décrit ci-après et dues au maintien de stipulations conventionnelles différentes en fonction des champs d'application d'origine des conventions collectives regroupées, ne peuvent être utilement invoquées pendant la période de transition et en tout état de cause jusqu'à la date d'effet de la convention collective révisée. Ainsi, tous les salariés, quelle que soit leur date d'embauche (antérieure ou postérieure à l'entrée en vigueur du présent accord), bénéficient des dispositions conventionnelles d'origine dont ils relèvent.

Enfin, conformément à ce qui est stipulé dans l'accord de méthode du 12 avril 2018, les parties signataires se fixent comme objectif d'être parvenues pendant cette période de transition à l'unification de toutes les dispositions conventionnelles résultant de la fusion des champs d'application des conventions collectives visées ci-après (avenants, annexes et accords rattachés inclus), ceci dès lors que ces dispositions régissent effectivement des situations équivalentes. Cela ne s'oppose pas à ce que des dispositions spécifiques à une catégorie socioprofessionnelle puissent être maintenues en vigueur dans des annexes catégorielles de la nouvelle convention collective nationale, lorsque ces dispositions ne résultent pas ou ne visent pas explicitement des situations équivalentes et ne constituent pas un facteur de discrimination selon les dispositions légales et jurisprudentielles.

Article 1.2

Périmètre de la fusion conventionnelle

Le présent accord regroupe le champ d'application de plusieurs conventions collectives existantes à la date de sa prise d'effet (annexes, avenants et accords rattachés inclus).

Sont concernées les conventions collectives nationales catégorielles suivantes :

IDCC	INTITULÉ DE LA CONVENTION COLLECTIVE
363	Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de l'industrie de la fabrication des ciments
832	Convention collective nationale du personnel ouvrier de l'industrie de la fabrication des ciments
833	Convention collective nationale du personnel employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise de l'industrie de la fabrication des ciments

Lesdites conventions collectives et leurs avenants, annexes et accords nationaux rattachés, tels qu'applicables à la date de signature du présent accord et couverts par le champ d'application décrit ci-dessous, sont listés en annexe I du présent accord. Cette annexe vise également la ou les catégories socioprofessionnelles de salariés couvertes par le texte en question.

Les dispositions de ces textes sont applicables dans toutes leurs stipulations jusqu'à la fin de la période de transition déterminée par la durée du présent accord, et en tout état de cause jusqu'à la date d'effet de la future convention collective, sauf stipulation conventionnelle qui viendrait à être conclue avant cette date et qui en disposerait autrement.

Article 2

Champ d'application de la convention collective nationale

Les parties signataires définissent le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments comme suit :

« Article 1^{er}

Champ d'application

En application de l'article L. 2222-1 du code du travail, la présente convention collective nationale s'applique à l'ensemble du territoire national, y compris la Corse, les départements, régions et collectivités d'outre-mer.

Elle règle les rapports entre les salariés et les employeurs dans les entreprises appartenant aux activités industrielles ci-après énumérées, par référence à la nomenclature française d'activités et de produits du 1^{er} janvier 2008, à savoir :

NAF 2351 Z. – Fabrication de ciments : entreprises dont l'activité principale est la fabrication de ciment correspondant au code APE 2351Z (ce qui vise notamment : les ciments dits "clinker" et les ciments hydrauliques, y compris les ciments Portland, les ciments aluminieux, les ciments de laitier, les ciments prompts et les ciments surphosphatés), à l'exception toutefois des entreprises rattachées aux industries des métaux, et dont le personnel bénéficie du régime applicable au personnel de ces dernières industries.

La présente convention collective s'applique aux salariés des entreprises et établissements autonomes exerçant l'activité principale ci-dessus, y compris aux salariés occupés aux activités complémentaires exercées par lesdites entreprises et établissements autonomes, telles que :

– fabrication de chaux : à l'exclusion toutefois des entreprises et établissements autonomes exerçant les activités industrielles suivantes et rattachés à la convention collective nationale des

industries de la fabrication de la chaux : fabrication de chaux hydrauliques ; fabrication de chaux aériennes, calciques et magnésiennes ;

- extraction de pierre à ciment, de marne, de pierre à chaux : avec limitation à celles de ces activités qui concernent les carrières exploitées directement et personnellement par les entreprises dont l'activité principale est la fabrication de ciments et leur appartenant, pour l'alimentation de celles de leurs usines comprises sous la NAF 2351Z, étant précisé que les autres carrières d'extraction relèvent du champ d'application des conventions collectives des industries des carrières et matériaux et de la convention collective des industries de la fabrication de la chaux ;
- fabrication de plâtre : cuisson du plâtre, four à plâtre, les fabriques de plâtre exploitées par les entreprises dont l'activité principale est la fabrication de ciments et leur appartenant, étant précisé que les autres fabriques de plâtre relèvent du champ d'application des conventions collectives nationales des industries des carrières et matériaux.

L'ensemble de ses dispositions s'applique également aux sièges sociaux, stations de broyage, d'ensachage, dépôts de vente, agences, laboratoires et centres de recherches des entreprises et établissements autonomes exerçant l'activité principale ci-dessus, soumis à la présente convention collective.

Elle pourra faire l'objet d'adaptations aux conditions particulières à chaque entreprise ou établissement, étant entendu que ces adaptations ne pourront avoir pour effet de rendre moins avantageuses les dispositions d'ordre public prévues par la loi et par la présente convention collective.

Il est précisé que la formule "la présente convention collective" employée dans le présent texte couvre également les avenants, annexes et accords rattachés à ladite convention. »

Article 3

Structuration de la convention collective nationale

Dès lors qu'elles visent à être intégrées dans les dispositions communes, les dispositions de la nouvelle convention collective (y compris ses avenants, annexes et accords rattachés) conclues et/ou maintenues dans le cadre de la démarche engagée de regroupement des textes conventionnels listés à l'annexe I du présent accord, ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des salariés situés dans le cadre du nouveau champ d'application de la nouvelle convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments tel que défini à l'article 2 ci-dessus.

En revanche des dispositions conclues et/ou maintenues, qui pourraient ne viser que l'une et/ou l'autre des annexes catégorielles de cette convention collective nationale précitée, ne seront opposables qu'aux seuls salariés se situant dans la ou les catégories socioprofessionnelles desdites annexes concernées.

Article 4

Dispositions finales

4.1. Le présent accord prend effet au lendemain de la date de son dépôt auprès du ministère en charge des relations du travail. Il se terminera avec la signature de la nouvelle convention collective de l'industrie de la fabrication des ciments, et en tout état de cause au terme du délai législatif prévu pour la période de transition.

4.2. Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte à l'ensemble des organisations représentatives dans le champ d'application précité à l'issue de la procédure de signature.

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de demande d'extension par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail, qui sollicitera également l'attribution d'un IDCC unique.

4.3. Toute organisation syndicale représentative dans le champ d'application précité, non-signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration auprès du ministère en charge des relations du travail. L'adhésion est notifiée aux parties signataires et doit faire l'objet d'un dépôt, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

4.4. Conformément aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail, l'accord pourra également être révisé à tout moment à la demande d'une ou plusieurs organisations visées à l'article L. 2261-7 précité. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

4.5. Le présent accord fera l'objet d'un bilan avant son terme fixé à l'article 4.1 ci-dessus, afin de voir si des adaptations sont nécessaires.

4.6. Par référence à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties conviennent que compte tenu de l'objet du présent accord, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris la Défense, le 5 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

LISTE DES CONVENTIONS ET ACCORDS NATIONAUX ⁽¹⁾ DE LA BRANCHE DE LA FABRICATION DES CEMENTS

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Convention collective nationale de travail « Ouvriers » (IDCC 832)				
Texte initial :	2 février 1976	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Ouvriers
Avenant :	4 décembre 1996	19 février 1997	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC	
Convention collective nationale de travail « ETDAM » (IDCC 833)				
Texte initial :	2 février 1976	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC ; CFTC	ETDAM
Avenants :	4 décembre 1996	19 février 1997	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	
	16 avril 2014	13 novembre 2014	CFTC ; CFE-CGC ; CFDT ; FG FO	
Classification des emplois du personnel ouvriers et ETDAM				
Texte initial :	6 novembre 1978	29 juin 1994	CGT ; CFTC ; CGC	Ouvriers, ETDAM
Avenants :	18 février 1999	Non étendu	CGT ; CFDT ; CFTC ; CFE-CGC	
	25 juin 2003	2 décembre 2003	CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	
	30 juin 2005	7 décembre 2005	CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	
Convention collective nationale de travail « Ingénieurs et cadres » (IDCC 363)				
Texte initial :	5 juillet 1963	16 avril 1968	CFE-CGC ; CFTC ; CGT ; CGT-FO	Ingénieurs et cadres
Avenants :	2 juin 1965	16 avril 1968	CFE-CGC ; CFTC ; CGT ; CGT-FO	
	5 juillet 1968	Non étendu	CGT ; CGT-FO ; CFE-CGC ; CFDT	

(1) Textes en vigueur classés dans le tableau par thèmes et par ordre chronologique au sein de chaque thème.

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
	9 octobre 1968 5 avril 2013	Non étendu 2 octobre 2013	CGT ; CFDT ; CFE-CGC ; CGT-FO CFE-CGC ; CFDT	
Champ d'application professionnel				
Avenants relatifs au champ d'application professionnel des accords nationaux de l'industrie cimentière :	20 novembre 1997	Non étendus	CGT ; CFDT ; CFTC ; CGT-FO (personnel ouvrier) CGT ; CFDT ; CFTC ; CGT-FO ; CFE-CGC (personnel ETDAM) CGT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC (personnel ingénieurs et cadres)	Toutes CSP confondues
Personnel d'encadrement				
Protocole d'accord relatif au personnel d'encadrement de l'industrie cimentière :	10 octobre 1984	Non étendu	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC ; CFTC	ETDAM, ingénieurs et cadres
Durée du travail et aménagement temps travail				
Accord sur l'aménagement du temps de travail du personnel des services à fonctionnement continu :	9 avril 1981	10 mars 1982	CGT-FO ; CGT ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
Accord sur l'aménagement et la durée du travail :	23 novembre 1981	10 mars 1982	CGT-FO ; CFTC ; CFDT	Toutes CSP confondues
Accord (passage à 152,25 heures) :	14 mars 2000	Non étendu	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Avenant relatif au montant forfaitaire des INDJF ⁽¹⁾ et au contingent d'heures supplémentaires	7 avril 2005	3 octobre 2005	CGT-FO ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
(1) Indemnités pour travail de nuit, le dimanche et un jour férié.				

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Sécurité au travail				
Accord sur la sécurité au travail et l'amélioration des conditions de travail :	22 décembre 1987	29 juin 1994	CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord sur les travailleurs de nuit :	4 juin 2002	23 juin 2003	CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Retraite				
Avenants relatifs aux départs en retraite des salariés ayant commencé à travailler jeunes et ayant mené une longue carrière et des assurés handicapés :	2 avril 2004	16 juillet 2004	CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Égalité professionnelle				
Accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :	13 novembre 1990	29 juin 1994	CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Toutes CSP confondues
Accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :	20 mai 2009	18 décembre 2009	FG FO ; CFDT ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Emploi				
Avenant relatif aux essais et examens de qualifications des dessinateurs :	24 novembre 1969	Non étendu	CFDT ; CGT ; CFE-CGC	ETDAM
Accord sur la sécurité de l'emploi :	16 juin 1971	29 juin 1994	CFDT ; CGT-FO	Toutes CSP confondues
Protocole d'accord sur la sécurité de l'emploi :	16 décembre 1973	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord relatif à la charte de promotion du personnel d'entretien :	10 juillet 1979	Non étendu	CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Ouvriers, ETDAM

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Accord relatif à l'institution d'un système de promotion pour certains emplois de Laboratoire :	15 janvier 1980	Non étendu	CGT ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
Formation professionnelle initiale et continue				
Accord sur les objectifs et les moyens de la formation professionnelle :	7 novembre 1984	Non étendu	CGT ; CFDT ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord relatif à la rémunération des apprentis :	14 juin 2012	19 novembre 2013	CFTC ; FG FO	Toutes CSP confondues
Accord relatif aux missions et à l'organisation de la CPNEFP de l'industrie cimentière :	28 mai 2015	11 décembre 2015	CGT ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Droit syndical et dialogue social				
Protocole d'accord sur les modalités d'application du droit syndical :	5 juin 1969	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Protocole d'accord sur le niveau des négociations sociales :	15 décembre 1983	Non étendu	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Toutes CSP confondues
Accord sur la négociation salariale annuelle de branche et sur l'exercice du droit syndical :	16 janvier 1991	29 juin 1994	CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord relatif aux missions et à l'organisation de la CPPNI de l'industrie cimentière :	7 juin 2017	11 janvier 2018	CGT ; FG FO ; CFTC ; CFDT	Toutes CSP confondues
Salaires minima				
Avenant relatif aux rémunérations et aux primes :	13 avril 2010	27 octobre 2010	CFDT ; FG FO	Ouvriers, ETDAM

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Avenant relatif aux salaires mensuels garantis, aux primes et à la valeur du point :	16 avril 2014	13 novembre 2014	CFTC ; CFDT ; CFE-CGC ; FG FO	Ouvriers, ETDAM
Avenant Salaires (ingénieurs et cadres) ⁽¹⁾ :	27 mai 2015	13 octobre 2015	CFTC ; CFDT ; FG FO	Ingénieurs et Cadres
Avenant Salaires (ouvriers et ETDAM) ⁽²⁾ :	17 mai 2017	19 décembre 2017	CFDT ; FG FO ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
<p>(1) Des décisions unilatérales ont été prises par le SFIC pour les années 2016, 2017 et 2018.</p> <p>(2) Une décision unilatérale a été prise par le SFIC pour l'année 2018.</p>				